

## Fin du soutien européen : le Rwanda menace de quitter Mozambique

Deutsche Welle, 16.03.26 Le Rwanda menace de retirer ses troupes du Mozambique Le Rwanda retirera ses troupes du Mozambique si un financement durable n'est pas assuré pour ses opérations de lutte contre le terrorisme, dans la province du Cabo Delgado, au Mozambique. C'est du moins la menace brandie par le gouvernement rwandais, ce week-end.

La fin annoncée du soutien européen et la présence rwandaise dans l'est de la RDC pourraient donc pousser Kigali à quitter le nord du Mozambique.

Des signaux publics du gouvernement rwandais Comme pour confirmer la position rwandaise au sujet de ce possible retrait, le ministre rwandais des Affaires étrangères a partagé, ces dernières heures, plusieurs articles de presse qui allaient dans ce sens. Depuis le second semestre 2021, un millier de policiers et soldats rwandais sont déployés dans la province du Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique, à la demande de Maputo. Au fil des années, ils ont atteint des milliers. Ils y mènent des opérations de combat contre les djihadistes Al-Shabab mozambicains, affiliés au groupe État islamique. Les troupes rwandaises ont ainsi pu reprendre des mains des djihadistes la ville de Mocimboa da Praia, peu après leur arrivée. Un rôle jugé essentiel pour la sécurité locale Pauline Bax est directrice-adjointe du programme Afrique pour l'International Crisis Group (ICG). « Les troupes rwandaises sont très importantes pour sécuriser la province du Cabo Delgado. Elles sont vues par le gouvernement mozambicain comme un facteur clé pour la reprise du projet de gaz naturel de Total Energies. Un des problèmes dans la province est que l'armée mozambicaine n'a pas une bonne réputation. Et en général, les Rwandais sont mieux vus et mieux considérés. » La sécurité s'améliore au Cabo Delgado grâce au déploiement de l'armée rwandaise. D'après Kigali, les compagnies pétrolières et gazières ont pu investir : le français Total a dit, fin janvier, qu'il va reprendre son projet gazier de 20,4 milliards de dollars, arrêté en 2021. Total a reçu un prêt de 4,7 milliards de dollars de l'Agence publique américaine de crédit Exim Bank, en mars 2025. Des projets d'exploitation sont aussi portés par l'italien Eni et l'américain ExxonMobil. Une présence n'a pas permis la fin du financement européen Seulement, les troupes rwandaises pourraient se retirer. La faute, après Kigali, à l'absence d'un financement durable. En mai prochain, arrive à terme un financement de l'Union européenne au Rwanda pour les troupes rwandaises déployées au Cabo Delgado. En trois ans, l'UE a versé 40 millions d'euros, mais le programme devrait pas être renouvelé. Une source au sein de la délégation européenne au Mozambique a indiqué, la semaine dernière, qu'aucune négociation n'était en cours pour sa prolongation. Alors que le Rwanda estime avoir beaucoup dépensé dans le cadre de ce déploiement et perdu aussi plusieurs soldats. Cette annonce survient aussi après les sanctions américaines d'août, début mars, contre l'armée rwandaise. L'UE avait déjà sanctionné des militaires rwandais, il y a un an, le 17 mars 2025. Divergences d'analyse sur les conséquences Si Pauline Bax entrevoit des conséquences pour le Mozambique, ce n'est pas le cas pour l'ancien journaliste et diplomate rwandais, Célestine Nsengiyumva analyse : « Le rapatriement de ces troupes du Mozambique entraînera un manque à gagner. Cela va également entraîner une surpopulation militaire sur le petit territoire du Rwanda. Cela couplé avec les sanctions américaines et les sanctions prévisibles provenant de l'Union européenne. Le Rwanda va se retrouver beaucoup plus exsangue. » Une incertitude mozambicaine Après le retrait des troupes de l'Afrique australe, le Rwanda est le seul pays étranger encore présent dans la province du Cabo Delgado. C'est mozambicain, on ne sait pas encore si le président Daniel Chapo, présent à Bruxelles ce lundi, va aborder le sujet. Après une rencontre avec Hadja Lahbib, la commissaire européenne chargée de la gestion des crises et de l'égalité, Daniel Chapo a indiqué que les échanges ont porté sur le renforcement de la coopération entre le Mozambique et la Commission européenne. La ministre mozambicaine des Affaires étrangères, Maria Lucas, qui l'accompagne, avait dit, avant la rencontre, que Maputo va demander la poursuite d'une opération de l'Union européenne qui renforce les capacités de l'armée mozambicaine. Un mot donc sur le retrait possible du Rwanda. Un vide sécuritaire en perspective À Borges Nhamirre, chercheur à l'Institut d'études de sécurité et spécialisés dans le terrorisme dans la province du Cabo Delgado, explique le rôle que jouent les troupes rwandaises dans cette province. « Selon lui, "la réalité sur le terrain est que les troupes rwandaises protègent notamment les projets gaziers dans les districts de Palma et de Mocimboa da Praia, ce qui constitue un hub stratégique pour le gaz au Cabo Delgado". » "Si elles aident le Mozambique à lutter contre les insurgés, leur principal rôle est de protéger les projets gaziers, dont les investissements viennent de l'Occident." "Si le Rwanda se retire, cela va créer un vide sécuritaire, a dit le chercheur. Le premier impact est que les attaques pourraient augmenter. Mais cela pourrait être une opportunité pour le Mozambique de renforcer ses forces armées. Car le Mozambique compte sur le Rwanda depuis bientôt cinq ans. Un pays ne peut pas éternellement dépendre de puissances étrangères." D'après Borges Nhamirre, la situation n'est pas entièrement pacifique dans la province. Il y a encore, dit-il, des attaques dans le Cabo Delgado et l'insurrection djihadiste est encore une menace. Reliyou Koubakin Journaliste au programme francophone de la Deutsche Welle